Synthèse

Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (WISE)

OCDE



Cartographie des efforts des secteurs public et privé pour assurer une transition juste

Février 2024

PRINCIPAUX MESSAGES

- Le concept de transition juste reconnaît que les **enjeux sociaux et environnementaux sont imbriqués** et élargit le débat sur le passage à une économie à faibles émissions de carbone. Dans cet esprit, le rapport de l'OCDE intitulé ***L'articulation entre inégalités et environnement : pour une transition verte centrée sur l'humain*** (OCDE, 2021[1]) dresse un état des lieux des programmes de mesures en faveur d'une croissance inclusive et verte, en décrivant les principaux défis et les solutions possibles afin de permettre d'opérer une transformation juste de l'économie.
- La notion de transition juste acquiert de plus en plus d'importance dans les processus décisionnels, et implique que les pouvoirs publics, les entreprises et les autres parties prenantes **prennent systématiquement en compte les conséquences interdépendantes, structurelles et transfrontières de leurs politiques et actions** sur l'environnement et la société.
- **Les organisations internationales ont accompli des progrès notables pour harmoniser le concept de transition juste et l'intégrer** dans les activités et les stratégies des pouvoirs publics et des entreprises, bien que les **définitions et l'orientation des activités continuent de différer d'une organisation à l'autre.**
- **De plus en plus, l'accent est mis sur les risques auxquels les individus, les entreprises et les pouvoirs publics sont confrontés** (qui, par exemple, affectent leur bien-être ainsi que leurs conditions matérielles ou leur situation financière fondamentale) et sur les dommages qui se manifestent.
- On constate néanmoins une certaine **hétérogénéité dans la manière dont les pays et les entreprises structurent et déploient leurs efforts**, négligeant parfois de fixer des objectifs communs ou harmonisés ou d'établir des indicateurs cohérents permettant d'évaluer leur impact sur l'environnement et la société.
- **Les entreprises sont de plus en plus prolixes sur la nécessité d'adapter leurs modèles économiques** afin d'engager une transition juste, répondant dans une certaine mesure aux demandes grandissantes de leurs clients, aux transformations démographiques et à la prise de conscience des enjeux liés à l'environnement et à la durabilité.

- Il est nécessaire de **mener des travaux analytiques supplémentaires et de faire un état des lieux plus précis des approches suivies par les entreprises et les pouvoirs publics** afin de faciliter l'évaluation de l'acceptabilité sociale et politique de la transition par les responsables publics et les chefs d'entreprise.

QU'EST-CE QUE LA TRANSITION JUSTE ET POURQUOI EST-ELLE IMPORTANTE ?

Les Principes directeurs de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous ont été unanimement adoptés en 2015, un mois avant l'Accord de Paris, rapprochant ainsi les enjeux liés au changement climatique et les questions relatives au travail (BIT, 2015[2]). La vision des Principes directeurs est reflétée dans l'Accord de Paris qui soulignait la nécessité de « tenir compte des impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national, ... ».

Depuis l'Accord de Paris, la définition et la pratique de la transition juste ont évolué, reflétant les divers efforts déployés par les secteurs public et privé pour, d'une part, éviter que le coût de l'inaction en matière de changement climatique pèse trop lourdement sur les plus défavorisés ; et, d'autre part, que le coût inégal de l'action ralentisse la transformation verte.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comporte également un grand nombre d'objectifs et de cibles qui sont en lien direct et indirect avec la réalisation d'une transition juste. La transition écologique aura un impact sur tous les aspects de la vie des individus, et exigera de procéder à des transformations radicales des modes de consommation et de production pour toutes les catégories de revenu (ODD 12). Elle se répercutera sur les conditions d'un travail décent et de la croissance économique (ODD 8), les systèmes énergétiques (ODD 7) et l'éducation et la formation tout au long de la vie (ODD 4). Elle aura aussi des conséquences sur les inégalités (ODD 10), à la fois entre pays et au sein des pays, et produira des effets différents sur différents groupes démographiques, secteurs de l'économie et régions.

Le concept de transition juste reconnaît que les enjeux sociaux et environnementaux sont imbriqués et élargit le débat sur le passage à une économie à faibles émissions de carbone – en s'éloignant d'une réflexion purement technique en faveur d'une prise en compte de l'impact sur la justice sociale, le territoire et l'identité. Toutefois, l'expression « transition juste » est employée par diverses parties prenantes et peut avoir des significations différentes. On peut distinguer deux grands types d'usage de cette expression. Le premier se cantonne aux politiques nécessaires pour aider les travailleurs dont les moyens de subsistance sont directement liés aux secteurs d'activité reposant sur les énergies fossiles, le plus souvent lors de l'abandon progressif du charbon. Le second usage est plus général et englobe la justice pour tous ceux qui seront touchés par les politiques visant à acheminer l'économie vers la neutralité carbone (Eisenberg, 2018[3]).

Au niveau régional, la transition écologique touche certaines communautés plus que d'autres. Sachant que les émissions, les impacts et les vulnérabilités sont hétérogènes d'un territoire à l'autre à l'intérieur du même pays, les pouvoirs publics doivent suivre une approche ciblée et territorialisée. En outre, les pertes d'emploi imputables à la transition écologique se concentrent vraisemblablement dans certaines régions, ce qui pose des défis supplémentaires à celles dont l'économie est moins diversifiée. Des politiques régionales et locales sont indispensables pour redynamiser les économies locales en mobilisant des sources de croissance et des modèles économiques alternatifs, en coordination avec des politiques écologiques menées à différents échelons de l'administration.

Au niveau mondial, les défis de la transition écologique sont les plus redoutables pour les pays émergents et en développement, et notamment ceux qui sont dépendants des énergies fossiles. La dépendance à l'égard des industries fossiles en tant que source d'activité économique, d'emplois et de recettes à l'exportation implique que ces pays se heurteront à des difficultés considérables pour financer la protection sociale et les services publics. Assurer une transition socialement juste aura d'importantes conséquences transfrontières, et imposera aux pouvoirs publics de prendre systématiquement en compte les impacts transfrontières de leurs politiques et de leurs pratiques.

La transition juste est un concept qui irrigue de plus en plus les discussions entre États, organisations internationales et entreprises, dans le contexte des défis économiques actuels qui complexifient les enjeux sociaux et environnementaux. Le rapport de l'OCDE intitulé *L'articulation entre inégalités et environnement : pour une transition verte centrée sur l'humain* (OCDE, 2021[1]) dresse un état des lieux des programmes de mesures en faveur d'une croissance inclusive et verte, en décrivant les principaux défis et les solutions possibles pour opérer une transformation juste de l'économie.

LES EFFORTS DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ POUR ASSURER UNE TRANSITION JUSTE

À ce jour, bien que les entreprises et les institutions publiques insistent de plus en plus sur la nécessité de mener une transition écologique qui soit équitable et inclusive, leurs engagements et activités n'ont pas fait l'objet d'une analyse et d'un examen systématiques, alors même que l'importance de cette question est régulièrement soulignée lors des forums internationaux.

Le Tableau 1 recense quelques-uns des **engagements et des projets internationaux récents** en matière de transition juste menés par des organisations ou des coalitions internationales. Bien que cette liste ne soit pas exhaustive, elle illustre néanmoins les progrès significatifs accomplis par les organisations internationales pour intégrer le concept de transition juste dans leurs activités et stratégies, même si la définition de la transition juste et l'orientation de leurs activités varient souvent d'une organisation à l'autre.

Tableau 1. Sélection de projets/d'engagements internationaux en matière de transition juste

	Projet/Engagement	Définition de la transition juste	Objectif/Activités principales	Année
OIT	**Principes directeurs de l'OIT pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous**	Processus visant à créer une économie durable sur le plan environnemental, qui doit être bien gérée et contribuer aux objectifs d'un travail décent pour tous, de l'inclusion sociale et de l'éradication de la pauvreté	Fournir des orientations pratiques non contraignantes aux pouvoirs publics et aux partenaires sociaux, assorties d'options pour formuler, mettre en œuvre et suivre le cadre d'action	2015
Nations Unies (avec l'OIT)	**Action pour le climat et l'emploi (CA4J)**	Permettre une action climatique ambitieuse, tout en encourageant la création d'emplois, et apporter un soutien aux groupes touchés par la transformation en prêtant attention aux plus vulnérables	Apporter un soutien au niveau national au moyen d'interventions-cadres générales, d'interventions politiques sectorielles, thématiques et programmatiques, et d'un soutien mondial	À partir de 2019
AIE	**Empowering People Initiative (EPI)** * *Une initiative de la réunion ministérielle sur l'énergie propre*	Transition vers des énergies propres en suivant une approche inclusive à l'échelle de l'ensemble de la société	Offrir une plateforme de collaboration, de dialogue et de partage de connaissances (ex. des études de cas seront rassemblées sur les solutions de reconversion de la main-d'œuvre dans le cadre de la transition vers des énergies propres)	À partir de 2021

	Projet/Engagement	Définition de la transition juste	Objectif/Activités principales	Année
IRENA	**Cadre de collaboration pour une transition énergétique juste et inclusive**	Répondre aux enjeux d'équité et de justice de la transition énergétique	Rassembler les pays et les parties prenantes concernées afin de cerner les domaines prioritaires et de définir des actions concrètes, et encourager le renforcement de la collaboration internationale	À partir de 2021
CSI	*(Création du)* **Centre pour une transition juste**	Processus associant les employeurs, les syndicats et parfois les pouvoirs publics et les communautés, consistant à planifier et à mettre en œuvre la transition des économies, des secteurs et des entreprises vers des activités à faibles émissions de carbone, socialement justes et durables sur le plan environnemental	Accélérer le processus de transition juste en autonomisant les travailleurs et leurs représentants par la mise en commun d'exemples ; documenter les bonnes pratiques en matière de dialogue social ; lancer et accompagner des processus de dialogue social ; et apporter un éclairage stratégique aux dialogues sur l'action à mener au niveau national et mondial	À partir de 2016
Banque mondiale	**Initiative Transition juste pour tous**	Démantèlement ordonné des centrales électriques à charbon et forte augmentation des capacités de production d'énergies propres	Créer les programmes, politiques et réformes nécessaires pour atténuer les impacts sur l'environnement, aider les personnes touchées et bâtir un avenir fondé sur les énergies propres (plus de 3 milliards US$ ont été versés à l'appui de la sortie du charbon depuis 1995)	À partir de 1995
Union européenne	**Mécanisme pour une transition juste**	Une transition équitable vers une économie climatiquement neutre sans laisser personne sur le bord de la route	Mobiliser au moins 150 milliards EUR sur la période 2021-27, autour de trois piliers : 1) le Fonds pour une transition juste, 2) le dispositif dédié à une transition juste au titre du programme *InvestEU*, et 3) la nouvelle facilité de prêt au secteur public afin de mobiliser des investissements supplémentaires cofinancés par la Banque européenne d'investissement (BEI)	À partir de 2021
BERD	**Initiative pour une transition juste**	Faire en sorte que les retombées positives de la transition vers une économie verte soient largement partagées, tout en soutenant ceux qui risquent de subir des pertes économiques - qu'il s'agisse de pays, de régions, de secteurs d'activité, de communautés, de travailleurs ou de consommateurs	Cibler la reconversion des actifs à fortes émissions de carbone, la remise en état et la réhabilitation des terres, et une série d'autres investissements verts qui donnent accès à l'emploi local	À partir de 2020
COP26	**Déclaration pour une transition juste**	*(Reflète les Principes directeurs de 2015 de l'OIT sur une transition juste)* Processus visant à créer une économie durable sur le plan environnemental, qui doit être bien gérée et contribuer aux objectifs d'un travail décent pour tous, de l'inclusion sociale et de l'éradication de la pauvreté	Soutenir les six étapes de la transition juste : 1) soutenir les travailleurs dans la transition vers de nouveaux emplois ; 2) soutenir et promouvoir le dialogue social et la participation des parties prenantes ; 3) élaborer des stratégies économiques qui accompagnent une transition plus large que le passage aux énergies propres ; 4) promouvoir des emplois décents, inclusifs et à l'échelle locale ; 5) soutenir les droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et bâtir une résilience climatique ; et 6) rendre compte des efforts en faveur d'une transition juste dans des rapports biennaux sur la transparence et les CPDN	2021

	Projet/Engagement	Définition de la transition juste	Objectif/Activités principales	Année
OCDE	**L'articulation entre inégalités et environnement : pour une transition verte centrée sur l'humain ; analyses par l'OCDE des effets redistributifs des politiques de croissance verte sur les marchés du travail et sur la distribution des revenus salariaux**	Processus axé sur une économie centrée sur l'humain et neutre en carbone, tenant compte des multiples dimensions du bien-être, à travers le prisme du Cadre de mesure du bien-être de l'OCDE ; l'identification des groupes de population vulnérables par type d'emploi, genre et autres catégories est essentielle pour concevoir des politiques environnementales politiquement acceptables.	Inspirés des stratégies de l'OCDE pour la croissance verte, la croissance inclusive et Objectif croissance, les programmes de mesures pour une transition écologique juste visent à : i) atténuer les éventuels effets régressifs de la tarification des externalités environnementales ; ii) investir dans le capital humain et l'amélioration des compétences pour faciliter le redéploiement de la main-d'œuvre ; iii) remédier aux inégalités systémiques au moyen de politiques sectorielles et territorialisées ; et iv) assurer une gouvernance efficience et adaptative afin de gérer la transition écologique inclusive.	2021

Les **gouvernements nationaux** s'emploient depuis longtemps à négocier la sortie des énergies conventionnelles (charbon). Par exemple, le Royaume-Uni, où la consommation de charbon s'est effondrée, a dû sortir du charbon et gérer une chute marquée de l'emploi dans ce secteur au cours des années 80/90. Le gouvernement du Royaume-Uni a adopté des politiques économiques régionales visant à redynamiser les régions productrices de charbon et amorcer une transition énergétique. Plus récemment, en Allemagne, la Commission sur la croissance, le changement structurel et l'emploi (dite Commission sur le charbon) a été mise en place afin de bâtir un consensus sur l'abandon progressif du charbon en tenant compte des préoccupations d'équité. Leur expérience souligne l'importance du dialogue social, du rôle de l'État en tant que moteur de l'innovation, et de la volonté de mobiliser des fonds pour la transition. De plus en plus de pays intègrent les principes d'une transition juste dans leurs politiques et initiatives nationales (voir l'Encadré 1). Leur expérience montre que pour s'attaquer au changement climatique tout en privilégiant l'équité, il faut que les différents acteurs agissent de manière coordonnée, en donnant la priorité absolue à la lutte contre le changement climatique.

Encadré 1. Sélection d'exemples d'initiatives nationales en matière de transition juste

- Le **Costa Rica**, un des précurseurs pour l'adoption d'une approche globale, transpose les principes d'une transition juste inscrits dans l'Accord de Paris dans ses *contributions déterminées au niveau national* (CPDN). La transition juste fait partie du plan de développement du pays qui envisage de créer de nouveaux centres économiques et des emplois verts et bleus. Le Costa Rica a mis en place un large processus de participation associant de nombreuses parties prenantes et des groupes vulnérables. La mise en œuvre de ce plan est principalement pilotée par le ministre de l'Environnement et de l'Énergie.
- La **Nouvelle-Zélande** suit elle aussi une approche globale de la transition juste. Par « transition juste », la Nouvelle-Zélande entend une stratégie visant à acheminer une région vers un avenir bas carbone, en reconnaissant que les transitions pénalisent généralement certains groupes plus que d'autres. Hébergée par le ministère des Entreprises, de l'Innovation et de l'Emploi, l'*équipe du partenariat pour une transition juste* aide les partenaires régionaux à comprendre, planifier et gérer la transition de manière juste et équitable. Elle 1) suit une approche transversale, à l'échelle de l'ensemble de l'administration et des organismes publics, pour aider les régions à se préparer efficacement aux grands chocs économiques ; 2) rapproche les intérêts des ménages, des régions, des secteurs et des communautés en nouant des partenariats partageant une vision commune et définissant des trajectoires vers la réussite ; 3) coopère avec d'autres organismes publics actifs dans une région pour faire en sorte que la

planification et la mise en œuvre soient alignées sur les objectifs de l'administration centrale et sur les flux de financement.

- Au **Canada**, le *Groupe de travail sur une transition équitable pour les collectivités et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes* est un exemple d'approche ayant une orientation plus sectorielle. Son mandat consiste à adresser des recommandations au gouvernement sur la manière d'accompagner une transition juste et équitable pour les communautés et les travailleurs des centrales au charbon canadiennes, car le Canada s'est engagé à cesser de produire de l'électricité à partir du charbon d'ici 2030. Depuis son lancement, le Groupe de travail a rencontré les travailleurs, leurs familles, leurs communautés et leurs représentants syndicaux dans quatre provinces touchées, à savoir l'Alberta, la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Il dispense des conseils d'expert contribuant à définir l'approche suivie par le Canada pour aider les citoyens et les communautés touchés par l'abandon progressif de la production d'électricité à partir du charbon.

Source : Gouvernement du Costa Rica (2019) : Plan national de décarbonation ; Gouvernement de Nouvelle-Zélande, ministère des Entreprises, de l'Innovation et de l'Emploi ; Transition juste ; Gouvernement du Canada : Groupe de travail sur une transition équitable.

Les **entreprises**, qui sont l'une des principales parties prenantes concernées par la transition juste, communiquent de plus en plus sur la nécessité d'ajuster leurs modèles économiques afin d'engager une transition juste. De même que les pouvoirs publics ont besoin du soutien des citoyens pour pouvoir amorcer une transition juste, qui implique une transformation de l'ensemble de l'économie et de la société, les entreprises dépendent de plus en plus du bon vouloir de la société et doivent répondre à des exigences croissantes en termes de transparence concernant leurs pratiques environnementales, sociales et de gouvernement (ESG). Avec la prise de conscience du fait que le risque climatique et social est un risque d'investissement, les entreprises non durables n'attirent plus les investissements, et les investisseurs doivent choisir entre exercer une influence pour que les entreprises changent leurs modèles opérationnels et réorienter leurs capitaux. Ces dernières années, surtout après la pandémie de COVID-19, le récit a évolué, les pouvoirs publics se souciant moins d'inciter le secteur privé à changer ses pratiques en les réglementant, référant établir des rapports périodiques sur les activités menées par les entreprises pour passer à des pratiques plus durables. Cette évolution peut être due aux attentes grandissantes des clients, aux transformations démographiques et à la prise de conscience des enjeux environnementaux et de durabilité.

Bien que le concept de transition juste existe depuis des décennies, la volonté généralisée des entreprises d'agir dans ce domaine est relativement récente. **Les entreprises au service de la croissance inclusive (B4IG, Business for Inclusive Growth)**, alliance intersectorielle de PDG, ont publié une déclaration selon laquelle « *les entreprises ont un rôle essentiel à jouer pour relever les défis sociaux de la transition, en s'associant aux pouvoirs publics, partenaires sociaux, fournisseurs et autres parties prenantes, et en agissant afin d'intégrer dûment l'impact social de leurs stratégies de transition écologique dans des mesures et des actes à l'échelle de l'entreprise* » (B4IG, 2021[4]).

Une autre coalition, le **Conseil pour un capitalisme inclusif (CIC)**, a mis sur pied un groupe de travail réunissant sept entreprises énergétiques afin d'élaborer un cadre de transition juste dans le secteur de l'énergie, articulé autour de quatre piliers : une énergie universelle neutre en carbone, le perfectionnement de la main-d'œuvre, la résilience des communautés et la collaboration et la transparence[1]. Aux côtés du CIC et de PricewaterhouseCoopers (PwC), le **Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD)** cherche également à identifier des exemples positifs d'entreprises privées qui soutiennent la transition juste dans le récent rapport intitulé *Achieving a just transition in the energy system* (WBCSD, 2023[5]), sur la base du Cadre d'action des entreprises pour une transition juste élaboré par le CIC et ses partenaires. Au cours de la réunion annuelle 2023 du Conseil de la B4IG, ses membres ont approuvé l'idée de fusionner le B4IG avec l'axe de travail sur la lutte contre les inégalités du WBCSD de manière à former une plateforme conjointe en 2023 afin d'inciter les entreprises à agir et amplifier leur impact.

La transparence des mesures prises par les entreprises pour donner suite à leurs engagements est importante pour susciter la confiance du public. Une importante conséquence de l'augmentation de la transparence serait la capacité à produire et à partager des analyses des bonnes pratiques en matière de transition juste afin d'encourager une adoption à plus grande échelle, et la capacité à mesurer les résultats et l'impact de ces activités. Dans la même veine, les membres et les parties prenantes de la coalition B4IG ont recensé treize indicateurs[2] pour aider les entreprises à identifier, évaluer et atténuer les répercussions sociales de la transition dans leurs activités, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs relations d'affaires. Ces indicateurs livrent des informations sur les actions et contiennent des indicateurs clés de performance, organisés en quatre catégories qui englobent un processus de planification transparent, l'emploi, l'amélioration des compétences et le recyclage, et l'accès aux biens et aux services.

Les **investisseurs** forment une autre catégorie d'acteurs qui mérite une attention accrue, car ils abordent la question de la préservation et de la valorisation des actifs dont ils ont la charge dans une perspective de long terme, dans le cadre de leur devoir fiduciaire. Les investisseurs peuvent œuvrer à une transition juste de par leurs rôles de gestion d'actifs, d'attribution du capital et d'influence sur les politiques publiques. Depuis longtemps, les investisseurs utilisent leurs fonds pour tenter d'influer sur le changement sociétal, depuis la cession d'actifs jusqu'au filtrage des investissements, en passant par l'émission d'obligations à impact social, l'investissement à l'appui des Objectifs de développement durable et l'investissement à impact social.

Les questions relatives à la transition juste sont intégrées à divers outils utilisés par les investisseurs. Citons notamment l'outil comparatif **Net Zero Company Benchmark** de l'initiative Climate Action 100+ (une alliance de 700 investisseurs qui représentent plus de 68 000 milliards USD d'actifs sous gestion), qui aide les investisseurs à évaluer l'ambition et l'action d'une entreprise en matière de lutte contre le changement climatique. On peut aussi citer l'**Impact Management Platform**, une collaboration entre praticiens afin de formaliser des principes communs et d'élaborer des outils standards et partagés de gestion et de mesure d'impact en termes de durabilité. L'IMP cherche à développer l'interopérabilité et à remédier aux lacunes dans les normes et les ressources. Ces outils reflètent l'intérêt plus marqué du public et les attentes accrues des investisseurs en matière de planification de la transition juste, et traduisent le besoin croissant d'indicateurs mesurables et comparables de cette transition, qui constituent une composante essentielle de tout plan crédible de transition climatique.

[1] Pour plus d'informations, voir le site du Conseil pour un capitalisme inclusif consacré à la transition énergétique juste : https://inclusivecapitalism.com/just-energy-transition-home/.

[2] Voir les indicateurs établis par la B4IG pour analyser et mesurer la contribution des entreprises aux réponses aux défis sociaux posés par la transition écologique afin d'assurer une transition juste à l'adresse : https://www.b4ig.org/wp-content/uploads/2023/03/B4IG_JustTransition-Indicators_V1.pdf.

3. PRINCIPALES CONCLUSIONS

De toute évidence, les acteurs du secteur public comme du secteur privé multiplient les initiatives pour engager une transition juste. L'accent est mis sur les risques auxquels les individus, les entreprises et les pouvoirs publics sont confrontés (qui, par exemple, affectent leur situation financière fondamentale) et sur les dommages qui se manifestent plus rapidement. On constate néanmoins une certaine hétérogénéité dans la manière dont les pays et les entreprises structurent et déploient leurs efforts, négligeant parfois de fixer des objectifs communs ou harmonisés ou d'établir des indicateurs cohérents permettant d'évaluer l'impact de leurs activités sur l'environnement et la société.

Aussi, les pouvoirs publics et les entreprises peuvent faire davantage pour favoriser une transformation macroéconomique et sociétale qui soit équitable. Malgré l'usage fréquent de l'expression « transition juste » dans les accords internationaux, tous les pays n'ont pas mis en place un plan de transition juste à l'échelle de l'économie. De même, parmi les entreprises, les exemples de stratégies et d'activités en faveur de la transition juste sont rares, en dehors du secteur de l'énergie, malgré les attentes des citoyens d'une plus grande implication des entreprises sur les questions sociétales et l'idée que les entreprises sont les principaux moteurs d'un changement positif. Sur une note plus positive, les alliances d'entreprises, telles que la *Coalition d'entreprises au service de la croissance inclusive*, le *Conseil pour un capitalisme inclusif* et le *Conseil mondial des entreprises pour le développement durable*, cherchent à encourager les activités en faveur d'une transition juste chez leurs membres, comme l'indiquent les déclarations publiées au cours des Conférences des Nations Unies sur le changement climatique.

Les entreprises qui adoptent des plans de transition juste seront vraisemblablement récompensées par les investisseurs et doivent servir de modèle à d'autres entreprises dans des secteurs qui seront touchés par la transition écologique. Souvent poussés par l'opinion publique et par les activistes, les investisseurs utilisent les outils de mobilisation dont ils disposent pour inciter les entreprises à prendre en compte les dimensions sociales de la transition bas carbone, en s'inspirant d'une vision à long terme, ainsi que de la nécessité d'investir dans des entreprises répondant à certains critères.

Il est essentiel d'élaborer un cadre structurel permettant d'harmoniser les différents efforts déployés dans les domaines de la durabilité économique, sociale et environnementale. Il devient nécessaire de mieux comprendre les résultats et les effets que les actions des individus, des entreprises et des pouvoirs publics ont les unes sur les autres et sur l'économie dans son ensemble. En outre, il convient de forger un partenariat plus systématique entre les parties prenantes publiques et privées afin d'être à la hauteur du défi à relever.

LA VOIE À SUIVRE

Une sémantique commune sur les concepts de transition juste et une solide compréhension des activités de transition juste engagées par les pouvoirs publics et par les entreprises aideraient à évaluer l'ampleur du problème.

La diffusion d'informations sur les bonnes pratiques contribuerait à inciter d'autres acteurs à s'engager dans le changement, et fournirait un référentiel à l'aune duquel les actions futures pourraient être mesurées. Une plus grande transparence contribuerait également à rassurer le public quant à la nature de la transition et à garantir la redevabilité. Un état des lieux des initiatives relatives à la transition juste engagées par les pays, par exemple en suivant les dépenses publiques et les suites données aux mesures recommandées à l'appui d'une transition juste, serait essentiel pour déterminer ce qui fonctionne le mieux en termes d'incitation du grand public. Dans le même temps, un inventaire des activités des entreprises en faveur de la transition juste pourrait fournir une base factuelle à partir de laquelle les entreprises elles-mêmes apprendraient les unes des autres afin de s'améliorer, de reproduire les bonnes pratiques dans d'autres secteurs et de monter en puissance.

À l'avenir, les principales questions auxquelles il faudra répondre sont les suivantes :

- *« Comment les entreprises et les pouvoirs publics définissent-ils et encadrent-ils la 'transition juste' ? » :* Cette question permettra de comprendre comment les différents acteurs conceptualisent la transition juste et dans quelle mesure elle constitue une priorité de leur programme stratégique.
- *« Comment les activités des entreprises et des pouvoirs publics en faveur d'une transition juste sont-elles mises en œuvre et utilisées ? » :* Cette question permettra de recenser les types d'activités menées et les objectifs définis, et de déterminer s'ils sont axés sur des secteurs, des régions et des catégories de travailleurs en particulier.
- *« Quelle est la relation entre les activités des entreprises et celles des pouvoirs publics en matière de transition juste ? Quelle est la voie à suivre pour accélérer les progrès ? » :* Ces questions viseront à déterminer dans quelle mesure les gouvernements nationaux ont mis en place un cadre d'action favorable pour que les entreprises puissent engager des activités de transition juste. Elles peuvent jeter un éclairage sur les mesures que les pouvoirs publics pourraient prendre pour améliorer le cadre d'action ou renforcer les mesures concrètes en faveur de la transition juste.

En outre, afin de comprendre les interactions entre les pouvoirs publics, les entreprises, les investisseurs et les autres parties prenantes autour des activités de transition juste, il serait efficace en termes de coûts pour les pouvoirs publics et les entreprises de disposer d'**une compréhension et d'indicateurs communs pour évaluer les résultats et les impacts de la transition juste, ses facteurs, moteurs et obstacles**. Cela contribuerait à faire avancer les travaux sur la mesure de l'impact et des résultats sociaux, et à mettre à profit les travaux récents de l'OCDE pour mesurer les performances sociales des entreprises (Siegerink, Shinwell et Žarnic, 2022[6]). Ce cadre et ces indicateurs pourraient également alimenter les discussions au sein de forums économiques internationaux tels que le G20.

Pour en savoir plus

B4IG (2021), « B4IG calls to put people at the heart of climate action », *Les entreprises à l'appui de la croissance inclusive*, https://www.b4ig.org/business-for-inclusive-growth-b4ig-calls-to-put-people-at-the-heart-of-climate-action/ (consulté le 23 mai 2023). [4]

BIT (2015), *Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, Bureau international du Travail, Genève, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432864.pdf. [2]

Chateau, J., R. Bibas et E. Lanzi (2018), « Impact of Green Growth Policies on Labour Markets and Wage Income distribution A General Equilibrium Application to Climate and Energy Policies », *Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement*, n° 137, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/ea3696f4-en. [9]

Climate Action 100+ (2022), « A need for robust just transition planning », *Blog, Climate Action 100+*, https://www.climateaction100.org/news/a-need-for-robust-just-transition-planning/ (consulté le 23 mai 2023). [8]

Council for Inclusive Capitalism (s.d.), « Council Commitment Platform », https://www.inclusivecapitalism.com/commitments/ (consulté le 23 mai 2023). [7]

Eisenberg, A. (2018), « Just Transitions », *Southern California Law Review*, vol. 92/101, https://ssrn.com/abstract=3281846 (consulté le 23 mai 2023). [3]

OCDE (2022), *Un chemin court et sinueux jusqu'à 2030 (version abrégée) : Mesurer la distance à parcourir pour atteindre les cibles des ODD*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2fa2183f-fr. [10]

OCDE (2021), « The inequalities-environment nexus: Towards a people-centred green transition », *OECD Green Growth Papers*, n° 2021/01, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/ca9d8479-en. [1]

Siegerink, V., M. Shinwell et Ž. Žarnic (2022), « Measuring the non-financial performance of firms through the lens of the OECD Well-being Framework: A common measurement framework for "Scope 1" Social performance », *OECD Papers on Well-being and Inequalities*, n° 03, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/28850c7f-en. [6]

WBCSD (2023), *Achieving a just transition in the energy system*, World Business Council for Sustainable Development, https://www.wbcsd.org/contentwbc/download/16154/231763/1 (consulté le 23 mai 2023). [5]

Ressources

Reprise post-COVID-19 : Le Tableau de bord de l'OCDE

Impact Management Platform

Contacts

Pour de plus amples informations, merci de nous contacter à l'adresse : wellbeing@oecd.org

Centre de l'OCDE pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances (WISE)

https://www.oecd.org/fr/wise/

Ce document est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.
Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.
L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.